

VILLE DE CRESPIN



ARRÊTÉ N° PM - 2024/98 POSE DE PASSERELLE CIRCULATION INTERDITE (Chemin Saint Roch)



Le Maire de la Ville de CRESPIN

Vu Les articles L 411-1 à L 411-7 du Code de la Route

Vu les articles L 2213.1 à L 2213.6 – Section II du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu l'arrêté municipal en date du 29 septembre 2020, portant réglementation de la circulation et du stationnement, reçu par Monsieur le Sous-Préfet de Valenciennes le 30 septembre 2020, modifié par des arrêtés subséquents.

Considérant qu'il convient, pour assurer la sécurité et prévenir les accidents, d'interdire la circulation chemin Saint Roch à Crespin pour les entreprises TERENVI Avenir Jardins – Jean Lefebvre – Bois et Loisirs.

ARRÊTE

ARTICLE 1° : la circulation sera interdite sauf riverain chemin Saint Roch à CRESPIN. Ces dispositions s'appliqueront du mercredi 09 octobre 2024 jusqu'au vendredi 22 novembre 2024.

ARTICLE 2° : Les riverains seront informés par le demandeur des dispositions qui seront prises pour permettre le bon déroulement du déménagement.

ARTICLE 3° : Les dispositions du présent arrêté seront applicables dès la mise en place, par le demandeur chargé de l'exécution des travaux, de la signalisation de chantier conforme à l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modification de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. Les panneaux interdisant le stationnement devront être posés avant le début de l'interdiction.

Dès l'achèvement du déménagement, le permissionnaire devra enlever la chaussée propre. Le présent arrêté devra être affiché sur les panneaux.

ARTICLE 4 : Monsieur le Maire et par délégation les agents communaux assermentés, Monsieur le Commissaire Divisionnaire du Commissariat de Police de Valenciennes, Monsieur le Lieutenant-colonel commandant le Groupe de Gendarmerie de Valenciennes, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.



CRESPIN, le 03 octobre 2024

Le Maire,

Philippe GOLINVAL.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Il sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Commune.